

Abonnez-vous  
Faites un don  
Soutenez Le Courrier

# LE COURRIER

rubriques

dossiers

perspectives

culture libre

édition du jour

recherches

identifiez-vous

Accueil » Solidarité » article

## Isiboro Sécure, le paradis indigène que menacent Lula et Evo Morales

Paru le Mardi 22 Juin 2010

BERNARD PERRIN, LA PAZ



**AMAZONIE** - Une route en direction du Brésil reliant le centre et le nord bolivien révèle des plans de développement en contradiction avec le discours écolo-indigéniste d'Evo Morales. C'est l'un des plus riches réservoirs de biodiversité du continent. Un paradis encore totalement préservé, riche de forêts primaires et de rivières, qui s'étend au pied des derniers contreforts de la cordillère des Andes. Le Territoire indigène du parc national Isiboro Sécure (TIPNIS) est pourtant menacé d'être défiguré, et à terme anéanti, par une immense balafre asphaltée: une route de 306 kilomètres qui relierait Villa Tunari à San Ignacio de Moxos et rapprocherait les départements de Cochabamba et Beni. Les trois peuples autochtones qui vivent dans cette région reculée de la forêt amazonienne, les Yuracaré, les Mojeño et les Chiman, ont adressé une lettre poignante, empreinte de désespoir et d'incompréhension, au président Evo Morales. Ils le supplient de ne pas leur tourner le dos, eux qui le considèrent comme un frère indigène. Mais ils sont prêts aussi, écrivent-ils, à défendre leur habitat au prix de leur vie. Et attendront les bulldozers les armes à la main.

Vieux projet

Adolfo Moya préside la centrale qui regroupe les trois peuples autochtones du TIPNIS. Bravant l'hiver de l'altiplano, il est venu jusqu'à La Paz plaider la cause de ces populations. Il est prêt à déplacer des montagnes, avec l'appui inconditionnel de la Centrale des peuples indigènes de La Paz, de la Confédération des peuples indigènes de Bolivie (Cidob) et de l'Assemblée du peuple guarani, les plus importantes fédérations autochtones de Bolivie.

L'épée de Damoclès tourne depuis longtemps au-dessus des têtes indigènes. Le projet de route avait été lancé dans les années 1960, puis relancé il y a vingt ans et enfin réanimé en 2003 par le président Carlos Mesa: «Nous avons déjà lutté contre les gouvernements néolibéraux antérieurs qui voulaient saccager nos ressources naturelles.» Mais jamais le danger n'a été si imminent que sous la présidence d'Evo Morales. Celui-ci a fait du développement du nord du pays par de nouveaux axes routiers une «priorité nationale» non négociable.

Adolfo Moya cache difficilement son incompréhension. Le parc national Isiboro Sécure est protégé depuis presque un demi-siècle, mais il est aussi une TCO, une Terre communautaire d'origine pour les 64 communautés qui le peuplent: «Nous avons un titre de propriété, c'est même... Evo Morales qui est venu nous le remettre officiellement en 2009», explique-t-il.

«Nous vivions sur ce territoire avant la création même de la Bolivie. Il garantit la survie de nos peuples, de nos modes de vie, c'est notre terre sainte! La route, la déforestation, le saccage de nos ressources naturelles? Ce sera la fin de notre culture, le début d'une grande pauvreté pour nous, l'exode vers les banlieues des grandes villes, où nous deviendrons mendiants.»

Adolfo Moya fixe l'hebdomadaire bolivien Pulso posé devant lui. En première page, le journal dénonce «la mise à mort du parc Isiboro Sécure». Le titre de la revue - «Le capitalisme demande, Evo s'exécute» - est cinglant. «Mais c'est malheureusement vrai. Le président ne respecte pas le droit constitutionnel des populations indigènes à être consultées, et il piétine aussi les droits de la nature, de la Pachamama, dont il parle pourtant à chacun de ses discours!»

Odeur d'hydrocarbures

Pourquoi le premier président indigène du continent sud-américain n'écoute-t-il pas les voix qui s'élèvent de ces populations, alors que des projets routiers alternatifs existent, aux impacts sociaux et environnementaux moindres? «Il y a d'autres intérêts en jeu, notamment celui des exportateurs de bois tropical, et celui des planteurs de coca, qui aujourd'hui déjà envahissent illégalement nos territoires», confie Adolfo Moya.

«Mais il y a pire encore. C'est l'entreprise brésilienne OAS qui a décroché le contrat de 415 millions de dollars pour réaliser les travaux.» La pression viendrait donc du président Lula. «Comme OAS finance les campagnes électorales du Parti des travailleurs, Lula a clairement fait savoir à Evo Morales que le début des travaux ne devait pas tarder», confie un proche du gouvernement. Le mégacontrat décroché par OAS n'est d'ailleurs qu'un des éléments du drame amazonien. «Sous prétexte de développer le nord du pays, le gouvernement désire en réalité ouvrir les portes à ceux qui veulent en exploiter les ressources naturelles. Il y a des hydrocarbures dans le sous-sol du parc», poursuit Adolfo Moya.

Selon le Forum bolivien sur l'environnement et le développement (Fobomade), la compagnie espagnole Repsol aurait même négocié avec la Bolivie en 1994 un droit d'exploitation de trente ans. Actuellement,

Faire un don

Pour des médias indépendants...

En faisant un don pour cet article, vous participez au maintien de notre indépendance. *Le Courrier* n'a pas de capital, mais il a une richesse, ses lecteurs. Si vous souhaitez faire un don en Euro, vous pouvez vous rendre sur notre page Dons.

Votre boîte à outils



Partagez cet article et utilisez votre sélection dans votre blog  
Abonnez-vous et créez votre sélection!



Ces articles sont mis à disposition sous un contrat Creative Commons.

aucune extraction n'est en cours. Mais une route d'accès aux zones pétrolifères est évidemment une priorité absolue. |

article

### TRAJET DIVISÉ PAR 3

BPZ

-Il est important de réaliser des études pour préserver l'environnement mais il ne peut être un motif empêchant la construction d'un chemin-, a répliqué Evo Morales au lendemain de la conférence de presse d'Adolfo Moya. Devant les élus de Cochabamba, le président a insisté sur l'avancement du projet. «Nous avons l'argent, le tracé, l'adjudication... dans trois ans nous aurons réalisé cette grande revendication du département», a-t-il déclaré. Actuellement, Cochabamba est à plus de 800 km et 24 heures de route de San Ignacio de Moxos, justifie-t-il, tandis que le nouveau tracé diviserait par trois ce temps de trajet.

BPZ

article

### L'IIRSA, un monstre né de la globalisation

BPN

Silvia Molina, chercheuse au Fobomade, est catégorique: «La plupart des routes en Bolivie n'ont pas été construites pour les populations mais pour que l'on puisse accéder aux ressources naturelles et aux matières premières pour l'exportation.» En général, le financement est d'ailleurs assuré par des institutions internationales, comme la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement. Aujourd'hui, c'est la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) du Brésil qui finance 80% du projet de route entre Villa Tunari et San Ignacio de Moxos. «Derrière le discours de développement des régions périphériques, il est surtout question de créer les conditions commerciales nécessaires aux exportations et à l'intégration économique au marché global.» Car si la Bolivie se lance aujourd'hui dans la réalisation de mégaprojets aux impacts sociaux et environnementaux colossaux, c'est pour entrer dans la planification d'un véritable «monstre» continental: l'IIRSA, l'Initiative pour l'intégration régionale sud-américaine. Un vaste programme de construction de voies de communication et de liaisons énergétiques, en particulier dans les zones tropicales et andines. Un cadre dans lequel les montagnes, les forêts et les marécages sont surtout des obstacles au développement, et les fleuves de simples voies de transport. Le bassin amazonien est aujourd'hui menacé par une cinquantaine de mégaprojets estampillés IIRSA, dont certains sont en cours de réalisation: barrages, lignes électriques, ports, routes ou encore usines de conditionnement de soja ou de café. Tout est fait pour la production et le transport rapide des marchandises, au prix de modifications profondes des paysages et des modes de vie, au prix aussi de déplacements de populations. C'est dans la gueule de ce monstre que se trouvent pris les peuples indigènes boliviens Yuracaré, Mojeño et Chiman. Leur territoire historique se situe sur le couloir stratégique Pérou-Bolivie-Brésil qui doit permettre l'acheminement direct de la production agricole brésilienne, principalement de soja, vers les ports de l'océan Pacifique, en évitant le bassin de l'Amazonie. Pour concrétiser ce corridor interocéanique, les 300 kilomètres d'asphalte dans le parc national Isiboro Sécure s'avèrent indispensables. Pour Silvia Molina, la Bolivie «répond ainsi à la demande du capital transnational», et aux besoins en particulier de l'économie de son puissant voisin brésilien. Le vice-président bolivien Alvaro García Linera croit, lui, fermement à ce développement et le défend: «Nous allons construire des routes et perforent de nouveaux puits pour industrialiser notre pays. Nous avons besoin des ressources naturelles pour assurer l'éducation, les transports, la santé de notre population.» Et de clamer: «Nous ne nous convertirons pas en gardiens de parcs pour les puissances du Nord qui vivent dans la prospérité alors que nous continuons de vivre dans la mendicité.» Le message est clair. Et reçu 5 sur 5 par les opposants à la logique extractiviste et économique de l'IIRSA. «Ces projets servent à faire entrer des entreprises pétrolières et minières sur nos territoires. Ils représentent le début de la disparition des peuples autochtones», dénonçaient récemment les délégués au IIe Congrès de la Coordination andine des organisations indigènes (CAOI). Réunis à Quito, les représentants autochtones ont notamment rejeté le projet de construction d'une centrale hydroélectrique sur le rio Inambari, impulsé entre autres par... l'entreprise brésilienne OAS! Ils ont aussi condamné un autre corridor, qui doit relier le colosse brésilien à l'océan Pacifique, via le Pérou cette fois, et favoriser l'agroexportation vers les marchés asiatiques. BPN

Commentaire

### Un Empire pour un autre

BERNARD PERRIN

Evo Morales pavoise et il a raison: l'Empire étasunien n'est plus maître en Amérique du Sud. Ce n'est plus l'ambassadeur de Washington qui désigne le président bolivien, comme aux grandes heures du néolibéralisme. D'ailleurs son dernier représentant a été expulsé en 2008, pour ingérences dans les affaires internes. La Bolivie est aujourd'hui souveraine. Et du Brésil au Venezuela en passant par l'Equateur, une partie du continent s'est émancipée. Bien sûr, les USA oeuvrent toujours dans l'ombre, et se consolent avec l'accès à sept bases militaires sur le seul territoire de la Colombie. Mais leur arrière-cour s'est sensiblement réduite.

«La principale cause de la destruction de la planète, c'est le capitalisme», répète le président bolivien. Face à l'incontestable déclin étasunien, faut-il alors croire qu'un autre monde est enfin possible en Amérique du Sud? Peut-être. Mais la cruelle réalité aujourd'hui, c'est celle du marché global qui impose sa loi au continent, et prend son destin en main. Un marché qui détruit tout ce qui pourrait le freiner. L'Amazonie bien sûr, mise en coupe réglée, mais aussi les Etats. La souveraineté des gouvernements, de gauche comme de droite, cède le pas à la nouvelle frontière de la globalisation, à sa logique extractiviste et économique. C'est une caractéristique de l'IIRSA, visage monstrueux du marché-roi: les parlementaires, les leaders indigènes, les sociétés civiles ne sont plus consultés. Ce nouvel aménagement du territoire s'affranchit des barrières physiques, mais aussi politiques, sociales, juridiques.

Un autre Empire s'est imposé. Il n'a pas de frontière, plus de capitale. Mais il est tout aussi ravageur. Il manipule les semences, il transforme la nourriture en carburant, il s'approprie les connaissances médicinales des communautés. Il chasse les agriculteurs de leurs terres, il éradique les peuples des forêts. Sans autre foi ni autre loi que le profit et la marchandisation du monde, il fait fi du changement climatique, piétine l'éthique, la politique, les cultures, la diversité, l'écologie. Et augure d'un avenir sombre, fait de misère, d'inégalité, d'exclusions et de violences.

D'où viendra le sursaut démocratique? Les Yuracaré, les Mojeño et les Chiman, peuples de l'Amazonie, ont demandé une entrevue à Evo Morales. Ils espèrent que le premier président indigène du continent ne leur tournera pas le dos. Lui qui leur a donné la dignité d'exister ne peut pas la leur reprendre. Leur «frère Evo» ne peut décemment pas être complice de leur génocide.

### Commentaires

Isiboro Sécure, le paradis indigène que menacent Lula et Evo Morales | S'identifier ou créer un nouveau compte | 0 Commentaires

Affichage  Par discussions  Ordre  Le plus ancien d'abord  Rafraîchir

Les commentaires appartiennent à leur auteur.  
Ils ne représentent pas forcément les opinions du Courrier.

#### LE COURRIER

- » Présentation
- » L'équipe
- » Historique
- » Charte
- » Statuts NAC
- » Membres
- » Ass. lecteurs
- » Architrave
- » L'agenda
- » Contacts
- » Partenaires
- » Tarifs annonces

#### LE COURRIER

- » Abonnez-vous!
- » Le coin des abonnés
- » Nouvelles du Courrier



